

UNEF-INFORM

Bulletin intérieur de l'UNEF

" Viet-Nam Solidarité ! "

Le 65^e Congrès de l'UNEF a appris le 17 Février avec stupeur et indignation l'agression à laquelle le gouvernement de la République Populaire de Chine s'est livré contre la République Socialiste du VIETNAM, engageant plusieurs divisions en territoire vietnamien.

Une telle agression, outre l'atteinte délibérée qu'elle constitue à la souveraineté d'un peuple qui a conquis son indépendance au prix du sang, fait peser de lourdes menaces sur la paix dans le monde.

Les étudiants de France ont prouvé par le passé leur attachement à l'indépendance des peuples, au principe de non-ingérence et du droit de chaque peuple de disposer de lui-même.

Ce sont ces principes qui les ont portés aux côtés du peuple et des étudiants du VIETNAM quand ceux-ci subissaient tout à tour le colonialisme français et l'impérialisme américain.

Ces traditions de solidarité avec le VIETNAM restent vivaces dans nos Universités.

Aujourd'hui, conscient de sa faire l'interprète de la grande majorité des étudiants, le 65^e Congrès de l'UNEF condamne l'agression dont les Vietnamiens sont victimes, il exige le retrait des troupes chinoises du Vietnam et le respect des frontières Vietnamiennes.

Il réaffirme son indéfectible solidarité avec les étudiants et le peuple du VIETNAM, solidarité dont sera porteur une délégation des présidents des A.G.E. UNEF de France conduite par Pierre QUAY-THEVENON - Secrétaire Général de l'UNEF qui se rendra le 18 Février à l'ambassade du VIETNAM à Paris.

Il appelle les étudiants de France à manifester leur solidarité avec le VIETNAM, certain que son peuple surmontera cette nouvelle épreuve imposée de l'extérieur.

Villetaneuse, le 18 Février 1973

SOIREE INTERNATIONALE

COMPTE-RENDU DANS "UNEF-INFORM - SPÉCIAL CONGRÈS" N°3

ORGANISATIONS FRANÇAISES PRESENTES AU 65^e CONFRES

(SUITE)

- F.E.N. - Gisèle DESSIEUX - Secrétaire Nationale
- F.R.U.F. - Daniel MOLLIER-SABET - Président
- SNESup - Marcel BRISSAUD - Secrétaire Général-Adjoint
- SNEP - Jean FAYEMENDIE - Secrétaire National
- U.G.E. - Annette JUART - Présidente
- OP. CET - Pascal DELMOTTE - Président
Chaambi RAFIK - Membre du Collectif National
- MNEF - Emmanuel de Poncins, Vice-Président
- JOC - F - Anne-Marie BERTRAND - Responsable Nationale
- J.E.C. - Xavier DUPIN et Pierre GAROT - Secrétaires Nationaux
- C.S.F. - Confédération Syndicale des Familles
Françoise VILLIERS - Secrétaire Confédérale chargée des questions
d'Education.
- MJRG - Simon NATAP - Membre du Bureau National
Pierre-Yves CAILLET - Membre du Collectif National

PRESSE PRÉSENTE AU CONGRÈS

T.F. 1

Antenne 2

LA CROIX

LE MATIN DE PARIS

A.F.P.

A.C.P.

L'HUMANITE

L'EDUCATION

ROUGE

LIBERATION

AVANT-GARDE

.....MESSAGES

SGEN - CFDT - C.G.C. - Ligue Française de l'Enseignement -
C.N.L. (Confédération Nationale du Logement) - U.F.F. (Union des Femmes Françaises)
Tourisme et Travail.

NOUS PRIONS L'ENSEMBLE DES DELEGUES DU 65^e CONGRES de l'U.N.E.F. DE PARDONNER
AUX TECHNICIENS LES PROBLEMES DE SONORISATION.

MALGRE LES DIFFICULTES, LEUR TRAVAIL NOUS A PERMIS DE DEBATTRE DANS DE BONNES
CONDITIONS, NOUS LES EN REMERCIONS.

...intervient en soulignant "l'offensive généralisée du gouvernement qui vise à la restructuration de l'Université".

Cela conduit à la déqualification et chômage.

Face à cela, l'UNEF éprouve "des difficultés évidentes" à intervenir. Preuve en est nos résultats aux élections aux CROUS et l'échec de nos campagnes nationales.

Ainsi la plateforme revendicative du 64^e Congrès garde toute son actualité car "sur les points fondamentaux, nous n'avons pas gagné".

Il est donc normal de nous faire de sérieuses "auto-critiques" Dans ce cadre, il faut nous doter des moyens de la discussion dans notre syndicat.

Cela passe par l'élaboration d'un "règlement intérieur" qui aborderait :

- "autonomie des AG", notamment sur le plan des contributions financières versées au BN",
- "la représentativité au collectif national,
- "les questions d'exclusion".

Philippe FROGUEL - Paris VI - Médecine

... insiste sur la nécessité de développer l'entraide, sur la base des photocopiés édités par son comité "ce n'est pas faire preuve de corporatisme". Bien au contraire, chaque étudiant qui peut rester étudiant grâce aux services de l'UNEF est une victoire contre la politique de sélection du gouvernement.

Il évoque la réforme des études médicales de Madame Veil.

C'est au-delà d'une aggravation de la sélection des étudiants en Médecine, "toute la santé du pays qui est en jeu" avec ce projet de dégradation de la qualité des études médicales.

La réforme Veil vise à faire une Médecine d'élite et une médecine-poubelle.

Au bout du compte... "pas au service de la population".

Dans l'analyse que nous faisons des au développement des luttes, il me semble important de ne pas faire abstraction de certains éléments :

- 1 - l'accentuation des difficultés à vivre, à étudier, n'a pas comme conséquence évidente la lutte. Au contraire, la tendance naturelle est à se réfugier dans l'individualisme, ou dans le désespoir et l'abandon.
- 2 - Le gouvernement argumente sur ses projets largement relayé par la presse, en justifiant chacune de ses mesures, en décrivant les étudiants amorphes et incapables de riposter.
- 3 - Il nous faut faire la peau avec fermeté à une idée qui traîne dans les têtes de tous les étudiants et de beaucoup de nos camarades : "on en prend plein la tête Saunier a fait ce qu'elle veut, on ne peut rien contre-elle".

Nous devons apporter beaucoup d'explications :

- Si Saunier passe un cap nouveau aujourd'hui contre l'Université et les étudiants, c'est parce qu'elle n'a pas pu le faire avant, grâce à la pression des luttes étudiantes.
- Si Saunier est au gouvernement (bien obligés de le constater !) elle n'a pas les mains libres, car l'UNEF est là et aujourd'hui comme hier, la lutte paie (EPS 400 postes arrachés à Soisson, reculs de Saunier sur la carte universitaire et le décret du 20 septembre. Nous ne devons nous estimer aucun acquis : "les petits" acquis sont ceux qui permettent aux étudiants de France de rester étudiants, de vivre, d'étudier, de décider à l'Université, et ça, c'est une remise en cause de la cohérence de la politique universitaire du gouvernement.

- 4 - Enfin, luttes locales, luttes nationales ? c'est un faux débat, la vraie question, c'est quelle est la meilleure manière de rassembler le plus grand nombre dans nos luttes ? Et ce n'est pas un appel à une manif centrale qui réglera les difficultés de mobilisation, non nous ne gagnerons tous les étudiants à l'action qu'en leur parlant de leurs problèmes, en les appelant à lutter sur leurs problèmes à eux.

C'est pourquoi, sans fixer de limites aux thèmes sur lesquels nous devons intervenir, il nous faut nous attacher à ne pas laisser tomber les axes suivants :

- les bourses,
- les CROUS,
- le chômage, les débouchés,
- les examens,
- le maintien du potentiel universitaire, l'extension des droits des étudiants et de la démocratie à l'Université.

Lutter sur ces 6 axes, ce n'est pas refuser une riposte globale, c'est au contraire se donner les moyens d'associer le maximum d'étudiants à l'action.

Claude BIDEAU - Président de l'AGE Sorbonne

... intervient pour apporter dans un premier temps son témoignage sur la réalité de sa fac qui est un centre universitaire de second cycle où sévit l'austérité, où le salariat étudiant se développe, où les étudiants sont éloignés de la recherche dans une faculté dont le renouveau n'est pas à faire.

Elle lit une deuxième partie de son inter-

vention un appel national aux étudiants de CAPES-AGREG adapté par son congrès d'AGE. Elle appelle enfin l'UNEF à porter toute son attention sur le problème des concours.

Nous publions- ici le texte de cet appel : "le nombre des postes aux concours du CAPES et de l'AGREG cette année a une signification alarmante : le gouvernement veut saborder l'école.

Pour les étudiants s'est l'avenir bouché, l'angoisse, les sacrifices toujours plus lourds.

Cela signifie d'autre part une baisse de la qualification des enseignants, la dégradation de leurs conditions de travail.

Pour la population cela renforce la sélection sociale. Pour le pays cela signifie une démission devant le déficit que constituent les nouvelles possibilités scientifiques et techniques. C'est inacceptable, nous refusons ce scandale.

- Nous exigeons les 4000 postes correspondant aux besoins du pays,

- Nous réclamons le rétablissement des IPES qui permettent à des milliers d'étudiants de continuer leurs études, en se libérant de l'obligation de se salarier.

- Le concours guillotine qui conduit au bachelage est le contraire de la formation scientifique, pédagogique dont nous avons besoin.

Cette question touche à l'intérêt national, nous exigeons qu'un réel débat ait lieu sur les ondes nationales avec la participation des représentants des étudiants et des enseignants.

Nous appelons les étudiants à engager l'action, sous les formes qu'ils choisiront. Dès maintenant nous exigeons que le gouvernement engage une réelle négociation avec l'UNEF et le SNES, et cela dès le mois d'Avril.

Nousi Mohamed LAMINE - Montpellier

... souligne qu'avec les mesures Stoléru et la circulaire Bonnet, "la France n'est plus une terre d'accueil aux nombreuses traditions démocratiques".

La circulaire Bonnet est une nouvelle "attaque importante" qui fait "2 poids, 2 mesures", entre étudiants français et étrangers.

A Montpellier, les étudiants étrangers sont victimes d'une application particulièrement brutale de cette circulaire raciste.

La riposte a été efficace mais insuffisante, trop au "coup par coup" Ce qu'il faut c'est l'abrogation de cette circulaire.

Pour cela "il faut mettre tous les étudiants dans le coup". En défendant les étudiants étrangers les étudiants se "préservent eux-mêmes" des mauvais coups du gouvernement.

Une meilleure prise en compte de cette lutte "c'est aussi ça la solidarité internationale". L'UNEF ne manquera pas à cette tâche.

Après s'être félicitée du refus du Congrès des premiers venus de l'extérieur, elle intervient sur l'élargissement et la vie de l'organisation.

Une idée force a dominé le renouveau : la construction d'un syndicalisme de masse, il existe pour cela plusieurs raisons de fond : l'origine sociale des étudiants qui ne les met plus à l'abri des difficultés, leur avenir bouché, leur situation présente qui les fait tous victimes de la même politique. Les conditions sont donc réunies pour que se développe un syndicalisme de masse.

Mais il y a des facteurs qui s'y opposent ; notamment la dégradation des conditions de vie et d'études qui éloigne les étudiants de la lutte collective et nous pousse nous-mêmes à des solutions individuelles.

Il faut engager un grand débat sur la nécessité de se rassembler. Cela pose le problème de notre conception de la démocratie syndicale.

D'abord il doit être clair que nous ne voulons pas que l'UNEF devienne le sénat des organisations étudiantes où s'affrontent sans s'écouter les divers courants politiques. Nous sommes par expérience contre le droit de tendances qui n'est que l'écrasement des sensibilités.

Non, la démocratie, c'est s'adresser à la grande masse des étudiants, être plus résolu dans l'application de notre orientation.

Il faut nous débarasser de toute étroitesse. D'autant plus que le taux de syndicalisation à l'université est insuffisant. Nous voulons donner les moyens aux étudiants de bénéficier de la solidarité syndicale, de la force d'une organisation permanente présente même dans les périodes difficiles, qui nous permette d'avoir le soutien efficace des enseignants et des travailleurs.

Il faut pour cela engager une grande campagne de syndicalisation en permettant à chacun de prendre sa place dans l'activité. Nous avons pour cela beaucoup de progrès à faire notamment pour que chacun puisse s'exprimer comme il l'entend. C'est à nous tous de défendre l'immense richesse que constitue la cohabitation de différentes sensibilités dans l'UNEF.

N'essayons pas de régler dans l'UNEF des questions politiques qui doivent se régler ailleurs.

Les propositions du rapport concernent la vie démocratique vont dans le sens d'une meilleure activité, plus décentralisée donnant plus de place à l'avis de chacun.

Le règlement intérieur nous mettra effectivement à l'abri de contestataires qui freinent le débat.

Il faut encore beaucoup réfléchir sur la mise en place de structures de débat sur tous les aspects de la vie des étudiants.

Mais la démocratie syndicale c'est beaucoup plus que cela : c'est que les étudiants aient des raisons quotidiennes d'être à l'UNEF, grâce à ses services qu'il faut se décider à prendre au sérieux parce qu'ils sont notre raison d'être, grâce à nos élus dont il faut améliorer l'intervention et l'intégration dans l'activité du comité.

C'est pour toutes ces raisons que le rapport du Bureau National propose une campagne "la parole aux étudiants", campagne-vérité sur l'UNEF telle qu'elle apparaît, telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être.

C'est à ce prix que le 65^e Congrès sera celui de notre détermination à faire de l'UNEF le recours permanent et quotidien de l'immense majorité des étudiants.

Olivier SCHWARTZBARD - Panthéon

La caractéristique aujourd'hui, c'est l'ampleur des problèmes étudiants : d'une part dans le cadre des études mêmes, d'autre part dans le cadre des débouchés (situation de l'emploi en France...)

En même temps, il est indéniable que l'activité syndicale connaît des difficultés importantes, alors que les possibilités de la développer existent Une base de mécontentement existe : nous n'avons plus les moyens d'assurer notre vie d'étudiant, ces années d'efforts se réduisent à un bout de papier sans valeur sur le marché du travail.

Mais la combativité est loin de toujours s'exprimer, l'ampleur de la crise est telle que le repliement sur soi-même prend le pas.

De plus le mouvement revendicatif étudiant est l'enjeu d'une lutte politique qui traverse les luttes syndicales. De la déception qui suivit mars 78, à la stratégie du gouvernement à l'Université, il faut tenir compte de ces faits dans l'analyse du milieu étudiant.

Dans cette lutte, notre projet syndical est juste : il est l'enjeu de la bataille à laquelle participent tant le gouvernement que les groupes de division.

Ce n'est ni dans l'alliance avec les groupuscules, ni dans la création de tendances que notre débat peut s'élargir, mais dans notre préoccupation quotidienne d'être toujours mieux le recours des étudiants.

Jean-Paul ORTIZ - Président de l'AGE Bordeaux

... commence son intervention en portant témoignage pour ces 4000 résidents d'une cité-universitaire ghetto.

Cette concentration inhumaine, coupée du reste de la population, où il manque les équipements les plus élémentaires, est reponsable du taux croissant d'abandon de ces résidents.

En fait, la politique du gouvernement conduit au-delà de ces cas particulièrement dramatiques, à une dégradation constante de nos conditions de vie et d'études.

C'est sur la base de cet état de fait qu'il est de la responsabilité du syndicat de permettre aux étudiants de le rester tout de suite sans préjuger de futurs succès revendicatifs. C'est là le sens de la mise en place et du développement des SERVICE DE L'UNEF.

Le ciné-club de Bordeaux qui rassemble 5000 adhérents est un exemple à suivre. Il faut être plus audacieux que nous l'avons été. Enfin Jean-Paul concluait son intervention en dénonçant la récente mise en place de la réforme des études médicales. Au delà des conséquences directes de sélection accrue des étudiants en Médecine, il s'agit là d'une attaque très grave contre toute la santé.

Le Congrès est donc l'occasion de lancer un grand appel à la lutte.

Cécile MACARY - Paris VII - JUssieu

... insiste sur le problème de la circulation de l'information de nos AGE. L'information est un droit des adhérents, pour leur permettre d'avoir les moyens de s'organiser et de lutter. L'information nationale est trop souvent parcellaire et retardataire. Un exemple : celui des résultats du CROUS sur notre fac. Si l'AJS a pu faire 60 % des suffrages, c'est aussi parce que les camarades avaient beaucoup de difficultés à répondre aux invectives, aux calomnies de l'AJS, parce que mal informés de ce que font nos élus au CROUS nationalement.

La parution régulière d'UNEF-INFORM permettra je l'espère de combler ces lacunes. Au niveau local, c'est en termes de soutien de nos élus que cela se pose, dans la mesure où ils travaillent trop souvent seuls, et ne peuvent rendre compte de leur mandat.

Le développement de la démocratie à l'UNEF et le développement des luttes passe par une véritable circulation de l'information.

Benoit TOURNU, Panthéon

Pour le délégué de Panthéon "l'UNEF se contente de dénoncer l'austérité qui règne en milieu étudiant. Si cela est juste, ce n'est pas suffisant. Il s'agit de dresser une véritable analyse du mouvement étudiant dans son essence, c'est-à-dire analyser les conséquences de la crise dans les Universités Françaises ; car aujourd'hui on assiste à un dépassement du champ des motivations des étudiants, l'éparpillement des luttes, le retour à l'individualisme". Après avoir développé son analyse sur la situation des étudiants et de l'UNEF en disant notamment que "notre attitude tend vers le corporatisme ... que l'UNEF ne s'ouvre pas assez aux luttes non-strictement universitaires", il déclare enfin que "le centralisme s'est souvent substitué à la démocratie et que "les discussions préparatoires pour ce 65ème congrès ont été peu développées si ce n'est inexistantes".

Enfin le camarade estimant qu'il y a "plus que jamais nécessité d'un puissant mouvement syndical étudiant unitaire" fait des propositions au Congrès.

Il pense que "le syndicat a besoin de faire son autocritique sur les attaques gouvernementales, les divisions, les insuffisances dans l'action expliquant notre régression". Il propose que l'UNEF fasse une véritable analyse du mouvement étudiant, des conséquences de la restructuration capitaliste sur nos emplois et nos enseignements".

Pour cela, en plus de nos revendications matérielles, il serait urgent pour notre syndicat d'avancer des mots d'ordre tels que : "la lutte pour le contrôle des étudiants sur le travail universitaire et l'enseignement". Que l'UNEF recherche des formes adaptées à notre intervention universitaire ; au lieu de nous battre pour des luttes parcellaires, proposons des luttes globales et unifiantes.

Olivier SCHWARTZBARD - Panthéon

La caractéristique aujourd'hui, c'est l'ampleur des problèmes étudiants : d'une part dans le cadre des études mêmes, d'autre part dans le cadre des débouchés (situation de l'emploi en France...)

Le salut des organisations Françaises à notre CONGRÈS

Marcel BRISSARD, secrétaire Général du SNE-SUP apporte quelques éléments sur les problèmes des enseignants et les initiatives d'action à engager pour y faire face.

Le décret du 20 septembre menace de licenciements de nombreux enseignants. Le SNE-SUP a engagé l'action pour obtenir le renouvellement de tous les collègues. Tout devrait être terminé le 15 mars. Mais les recteurs, les présidents, les commissions en majorité composées d'enseignants autonomes freinent l'action du syndicat. Cela explique les nombreuses démarches engagées par le SNE-SUP. Ce syndicat lutte simultanément contre la dénaturation des services et la suppression du droit à la recherche.

Dans le cadre de la restructuration autoritaire de la carte universitaire les habilitations accordées en 77-78 pour 5 ans sont remises en cause. Il en est de même pour la mise en place des nouvelles formations. Sauvier prépare autoritairement cette carte universitaire en s'appuyant sur les analyses technocratiques de la DATAR et non sur les organisations démocratiques professionnelles et syndicales, sur les élus locaux.

Dans l'activité de tout le syndicat, les élus SNE-SUP au conseil représentent un point d'appui important. Le SNE-SUP appelle au désenclavement des milieux universitaires pour la défense du potentiel économique, industriel, social, culturel et universitaire des régions et de notre pays.

Il existe une convergence solide entre SNE-SUP et UNEF. Ensemble nous luttons pour faire progresser la démocratie et la responsabilité collective à tous les niveaux; nous luttons pour le droit au savoir, à une formation de qualité, pour les revendications quotidiennes comme générale.

Nous devons faire échec à la politique de régression culturelle et d'autoritarisme.

Au nom de son syndicat, le SNEP, Jean FAYEMENDIE, secrétaire National, est intervenu à notre tribune. Son syndicat mène une grande bataille contre le plan SOTISSON et la politique d'austérité du gouvernement.

Pendant le premier trimestre le SNEP et l'UNEF ont organisé ensemble la lutte contre la liquidation du recrutement des professeurs certifiés en EPS et la remise en cause de l'intégration des activités sportives à l'Université.

Notre lutte a été exemplaire :

- 400 postes ouverts au CAPEPS en 79
- maintien du recrutement après 4 années d'études et sur la base de l'acquisition de la licence universitaire des professeurs d'EPS
- maintien du recrutement d'élèves-professeurs.

Ces acquis ont montré combien l'unité d'action est absolument nécessaire. Le SNEP au sein de la FEN oeuvre en faveur de cette unité.

Le SNEP appelle les étudiants d'EPS en particulier à une plus grande mobilisation, à ne pas laisser le champ libre à SOTISSON et au gouvernement qui multiplient contre eux de nombreux barrages.

Le mois de mars sera marqué par 2 dates importantes dans l'action que mène le SNEP.

- le 10 mars sera organisé une journée nationale de défense du professorat d'EPS
- le 31 mars se tiendra la convention nationale du sport scolaire et universitaire.

Le SNEP souhaite vivement que l'UNEF soit partie prenante de ces initiatives vu l'importance pour les étudiants, mais aussi pour les enseignants et tous les travailleurs d'une organisation authentiquement syndicale des étudiants de France.

Au nom de sa délégation, la Secrétaire Confédérale de la CGT - Jeanine MAREST - salue notre congrès, moment important pour aller de l'avant dans la défense des intérêts des étudiants.

Dès le début de son intervention, Jeanine MAREST souligne la convergence d'intérêts entre étudiants et salariés, du fait des répercussions sociales dramatiques d'une politique brutale d'austérité.

MAREST poursuit et démontre comment le patronat adapte notre pays au besoin de ses profits par le bradage des industries,

la division internationale du travail...

Cette adaptation aux besoins du grand patronat s'effectue également au niveau de l'éducation toute entière. La liquidation est aussi l'opère pour reproduire les bases sociales de la domination du capital.

Loin de remplir son rôle véritable de service public correspondant aux exigences et aux aspirations, l'enseignement renforce la ségrégation sociale et abaisse notre potentiel scientifique et culturel.

Ainsi l'accent est mis plus précisément sur la volonté du gouvernement de mettre en place une nouvelle carte universitaire liant le bradage des industries à celui des universités.

C'est dans ce sens que tend la déclaration du conseil des Ministres en début d'année concernant la recherche.

Les effets catastrophiques de cette politique auraient des répercussions sur l'avenir économique et industriel et ainsi mettraient en cause l'indépendance de notre pays.

A ce sujet, la confédération se félicite des relations suivies entre l'UNEF et son Union Générale I.C.T. qui se sont traduites

récentement par un communiqué commun pour définir des bases d'action commune contre le redéploiement industriel et universitaire.

Mais aussi, de la même manière que les salariés sont privés de tout moyen d'intervention dans leurs entreprises, les étudiants aussi sont exclus des prises de décisions.

L'ensemble de ces menaces qui pèsent sur notre pays n'appellent qu'une réponse : la lutte unie des jeunes, des travailleurs, des étudiants, des enseignants. Et nous la voyons actuellement : c'est la volonté de lutter coude à coude pour le maintien de l'Université de VINCENTS ou dans la sidérurgie.

La Confédération réaffirme son attachement au développement de l'UNEF, à sa capacité d'entraîner la masse des étudiants à la lutte et souhaite aussi que son soutien actif à l'UNEF soit partagé par l'ensemble des organisations syndicales de salariés : la CFDT, la FEN et y compris FO.

S'opposer aux réformes GISCARD-SAUNIER-DEULLAC, le 40ème congrès de la CGT l'a prouvé dans ses travaux, c'est la nécessité de porter la lutte partout, à tous les niveaux, dans l'enseignement.

Et pour finir, J. MAREST conclut ainsi : "c'est la convergence d'intérêts entre travailleurs, étudiants et enseignants. La CGT réaffirme sa volonté de mettre tout en oeuvre pour que cette convergence se renforce dans l'intérêt de tous et trouve son expression en tenant compte de l'originalité de chaque organisation."

Le salut des organisations syndicales Françaises au 65^e CONGRÈS ---

Intervention de Daniel MOLLIER-SABET, Président de la FRUF

Les étudiants résidents universitaires attendent beaucoup du 65^{ème} congrès de l'UNEF car ils sont touchés fortement par les attaques gouvernementales. 600 Francs par mois pour la moitié d'entre-eux, le pouvoir d'achat le plus bas du pays, ces étudiants souffrent de hausses diverses, de conditions de vie culturelles et hygiéniques lamentables, et de conditions d'études déplorables qui les mènent souvent à l'abandon.

Cela freine la vie collective et associative dans les résidences.

Pour appliquer sa restructuration - la carte universitaire, le gouvernement s'en prend plus que jamais à l'aide sociale et s'appuie plus que jamais sur la sélection par l'argent.

Malgré les puissants moyens dont il dispose, le gouvernement n'a pas les mains libres à l'université.

Dans les résidences les étudiants s'organisent et luttent. Avec la FRUF et nos élus communs UNEF-FRUF-UGE aux CROUS, ils mettent en échec les visées gouvernementales. Avec la FRUF, les résidents ont arraché ville par ville, cité par cité des victoires importantes : mixité arrachée dans une dizaine de CROUS, des dizaines d'expulsions d'étudiants étrangers empêchées en sont quelques exemples. Il faut également mettre à l'actif de la FRUF la réalisation d'une animation culturelle des campus importante et la mise en place d'un réseau de services. Mais pour nous, si ces acquis sont à apprécier à leur juste valeur, il ne saurait être question de baisser les bras.

On ne peut être étudiant, poursuivre ses études sans être confrontés aux difficultés que nous impose le gouvernement. Dans les résidences comme dans l'ensemble de l'université, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la lutte. Le congrès de l'UNEF en est un moment et un tremplin.

Les résidents en cité-U sont d'abord des étudiants. Leur situation propre, le fait qu'ils sont les premières victimes de la politique gouvernementale font qu'ils sont particulièrement concernés par la question du rassemblement dans l'UNEF.

Pour ces raisons Daniel M.-S. pense que les résidents en cité-U. ont beaucoup à compter sur l'UNEF.

"Souhaitons que les débats de ce congrès et les décisions qui y seront prises contribuent au développement des luttes et du rassemblement des étudiants pour un mouvement étudiant plus uni et plus combattif" devait conclure le Président de la FRUF.

Intervention d'Annette JUART, Présidente de l'UGE

L'Union des Grandes Ecoles et l'UNEF ont toujours entretenu des liens privilégiés et ont lutté ensemble pour défendre les intérêts des étudiants.

Les étudiants en Grandes Ecoles connaissent la même situation que dans les universités, et le mythe les présentant comme privilégiés, évoluant dans un monde protégé, a fait long feu. Pour la majorité, vivre et étudier dans une grande école n'est pas chose facile ni réjouissante. - La sélection sociale est de plus en plus rigoureuse par le découragement des études, par l'inquiétude sur l'avenir car l'avenir est tout aussi incertain : risque de chômage, du stage barre, ou au moins d'un emploi ne correspondant pas à la formation reçue. Les étudiantes elles, sont systématiquement orientées vers les secteurs dits féminins, ceux où le chômage est le

plus grave, elles se heurtent de plus à des discriminations pour l'accès aux stages, pour l'embauche.

Le patronat ne trouve pas le système assez adapté à ses volontés : il renforce l'élitisme, brade des secteurs entiers de la formation scientifique et technique. Par les restrictions budgétaires, le gouvernement asphyxie la recherche. Dépensé en plus la formation vise à mieux intégrer les ingénieurs aux objectifs à court terme des entreprises.

Les étudiants en grandes écoles, avec l'UGE, ont monnayé qu'ils n'acceptaient pas ses projets ni la dégradation de leurs conditions de vie. Ils se mobilisent et organisent de nombreuses actions à tous les niveaux. L'idée progresse d'un avenir des grandes écoles lié au tissu économique de notre pays d'un bradage des formations d'ingénieur qui répond à celui de la sidérurgie, du textile, de l'agriculture. Le congrès de l'UGE a insisté sur la nécessité d'une recherche ouverte à la réalité sociale et économique, d'une formation de haut niveau, de la garantie des débouchés.

Cette attitude offensive, le gouvernement ne peut la supporter. Il redouble ses coups contre l'UNEF et l'UGE, il tente de diviser les étudiants en encourageant des organisations comme le cefj l'uni et l'ajs dont les pratiques n'ont rien de démocratiques. Mais nous les avons mis en échec.

L'UGE, comme l'UNEF, parce que nous n'avons pas fait l'unité d'action avec saunier, nous ne ferons pas d'unité d'action avec l'ajs.

Face à l'ampleur de l'attaque contre l'enseignement supérieur, contre la recherche, face aux projets du gouvernement et du patronat de décourager d'isoler les étudiants, il s'agit d'organiser comme l'adecidé l'UGE à son congrès il y a 15 jours de mener une grande campagne de syndicalisation.

Nous voulons un syndicat de masse unitaire démocratique, pour gagner de nombreux acquis.

Gérard ASCHIERI, secrétaire national du SNES nous apporte le salut de son syndicat et "ce n'est pas un salut de routine." En effet "c'est la même politique qui frappe l'enseignement secondaire et supérieur : réduction des dépenses d'éducation, sélection sociale, autoritarisme, la réduction des postes aux concours (CAPES, AGREG), la tentative d'avancer certifiés et agrégés des collèges signifient à la fois la dégradation de l'enseignement et des conditions de travail des enseignants, et la diminution des débouchés des étudiants.

Devant une telle politique, les enseignants "disposent du SNES avec ses 90000 adhérents", pour lutter. Appartenant à la FEN, son orientation permet "en dépassant le jeu stérile des tendances," de rassembler l'ensemble des personnels du second degré en toute indépendance pour l'action collective qui permet de gagner.

C'est ainsi que la rentrée scolaire a été marquée par des luttes dans les différents établissements, le 27 janvier où 15 000 enseignants ont manifesté à Paris à l'appel du SNES, luttes qui ont abouti à des succès dont la liste est longue.

Le SNES a tout un passé de luttes communes avec l'UNEF, parce que les intérêts des enseignants et des étudiants convergent. Pour une meilleure formation des maîtres, pour l'augmentation des postes aux concours, le maintien des IPEs groupés de 71 à 77, le maintien du recrutement en Ecoles Normales Supérieures.

Pour conclure, ASCHIERI constate l'importance d'une réponse résolue à l'agression sans précédent du pouvoir.

"Cette agression a trouvé et trouvera sur sa route l'action résolue des enseignants du second degré. Nous souhaitons avec force qu'elle trouve aussi sur sa route l'action des étudiants. C'est pourquoi le SNES et l'UNEF ont décidé de mener une campagne de syndicalisation."